

CONCERTATION PERMANENTE DE L'OPPOSITION DEMOCRATIQUE RWANDAISE (CPODR)

Avenue de Roodebeek, 151 bte 1 ; 1030 Bruxelles – Belgique
Tel : 0032 (0) 2 735 19 98 ; Email : cpodr@yahoo.fr

DECLARATION SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROCESSUS CONSTITUTIONNEL ET ELECTORAL EN COURS AU RWANDA

La Concertation permanente de l'opposition démocratique rwandaise a, en janvier 2003, proposé au Président Kagame et à son Gouvernement de surseoir au processus constitutionnel et électoral en cours en leur soumettant un calendrier alternatif et réaliste en ce sens auquel ils n'ont pas encore réagi.

Le maintien en prison d'opposants politiques, le harcèlement de la presse indépendante et le confinement de l'opposition dans la clandestinité ou l'exil constituent, parmi tant d'autres, les raisons qui ont motivé la CPODR à demander le report des échéances électorales prévues au Rwanda.

Au vu du déroulement des préparatifs liés à ces échéances, la Concertation tient à exprimer sa vive préoccupation face à des comportements et des actes qui, dans le chef du régime de Kigali et d'autres acteurs politiques, compromettent sérieusement les chances d'une libéralisation politique sereine, indispensable dans tout projet visant à démocratiser, réconcilier et stabiliser durablement la société rwandaise.

La Concertation permanente de l'opposition démocratique rwandaise s'inquiète particulièrement de l'impact négatif sur le quotidien d'une population encore traumatisée par la tragédie de 1994 et ses conséquences, des contradictions de plus en plus ouvertes au sein du « Forum des partis » censé partager le pouvoir dans le cadre des institutions qui se voulaient pourtant « d'union nationale » depuis bientôt 9 ans. L'éclatement actuel de la coalition gouvernementale illustré notamment par la disgrâce de membres importants du parti MDR constitue un signe supplémentaire de l'échec de la politique du régime en place qui a longtemps privilégié la stratégie du non-dit, de l'intimidation et de la répression en permanence.

Cette situation prouve aussi combien la classe politique de notre pays n'a pas encore assez évolué pour renoncer au style et aux pratiques politiques archaïques et divisionnistes ayant contribué à l'effondrement social et politique de la Nation. Les « agissements clandestins » dont le régime de Kigali accuse aujourd'hui certaines personnalités par ailleurs membres du Gouvernement, du Parlement ou de l'Armée ne peuvent être efficacement combattus que dans le cadre d'une ouverture politique sincère qui requiert la mise en place d'un espace public pour la libre expression des citoyens. Avant d'exiger la transparence de la part de ses « partenaires politiques », le régime dominé par le Front patriotique rwandais devrait, logiquement, être disposé à leur garantir l'exercice des libertés d'expression et d'association.

La Concertation permanente de l'opposition démocratique rwandaise tient aussi à exprimer sa vive préoccupation face aux divisions observables au sein de l'armée gouvernementale. Ces divisions se manifestent notamment à travers les défections nombreuses enregistrées dans les

rangs de cette armée. Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'elle pourrait accroître les risques de voir certains groupes opposés au régime recourir à des options violentes, replongeant ainsi notre pays et la sous-région dans les moments sombres de la guerre et des massacres. Un tel scénario constituerait un échec inacceptable pour toute la classe politique rwandaise. La CPODR s'est engagée, par tous les moyens, à contribuer à la prévention d'un tel drame.

La Concertation permanente de l'opposition démocratique rwandaise déplore en outre l'isolement régional dans lequel notre pays ne cesse de s'enfoncer du fait d'une politique résolument militariste qui ne peut que conduire à l'impasse. La présence en République démocratique du Congo et en Uganda de forces opposées à son régime, loin de justifier le maintien par le Rwanda d'une quelconque présence militaire au Congo-Kinshasa ou le déclenchement d'une guerre absurde entre Kigali et Kampala, constitue un *problème fondamentalement politique* auquel il convient d'apporter une *solution fondamentalement politique*.

La CPODR est fermement convaincue qu'une telle solution ne saurait contourner la nécessité d'ouvrir un dialogue inter-rwandais hautement inclusif, l'unique cadre approprié pour débattre des voies et moyens de sortir le Rwanda du tunnel. La Concertation permanente de l'opposition démocratique rwandaise est déterminée à contribuer activement à la mise en place des conditions favorables à la tenue de ce dialogue sur lequel le régime de Kigali ne s'est pas encore prononcé.

Encouragée par plusieurs réactions plutôt positives enregistrées tant dans les milieux rwandais qu'internationaux en soutien à la tenue de ce dialogue, La Concertation permanente de l'opposition démocratique rwandaise réitère son appel pressant au Président Kagame et à son Gouvernement afin qu'ils réalisent le bien-fondé d'un tel débat dans l'intérêt supérieur de la Nation et y répondent favorablement.

La Concertation permanente de l'opposition démocratique rwandaise est fermement engagée à apporter sa contribution dans la promotion d'un climat apaisé dans lequel doit se tenir le Dialogue inter-rwandais. La CPODR entend réaffirmer que ce dernier ne saurait être réduit à une sorte de tribunal appelé à désigner un ou plusieurs bouc-émissaires du mal rwandais mais plutôt une occasion propice à l'identification des égarements multiformes ayant, jusqu'à ce jour, marqué la gouvernance politique de notre pays. Ce dialogue sera, pour les Rwandais dans leur diversité, le cadre propice de déterminer ensemble la manière la plus adéquate de sortir leur pays de l'impasse en définissant les nouvelles orientations pour un avenir plus sûr.

La Concertation invite, à cet égard, toutes les forces vives de la Nation à soutenir sans réserve cette initiative dont la concrétisation rapide constituerait une victoire collective contre toute forme d'aventurisme politique et/ou militaire et préserverait les espoirs de paix, de réconciliation et de stabilité aujourd'hui suscités parmi les peuples de la région des Grands Lacs d'Afrique martyrisés par plus d'une décennie de conflits particulièrement meurtriers.

La Concertation permanente de l'opposition démocratique rwandaise lance un appel solennel à tous les partenaires du Rwanda dont les Nations-Unies, l'Union Européenne, l'Union Africaine, tous les Etats et Organisations en position d'influencer le Gouvernement rwandais, afin qu'ils l'amènent à s'inscrire clairement dans la recherche d'une solution politique à la crise rwandaise. La Concertation permanente de l'opposition démocratique rwandaise estime en effet qu'il est encore possible de réexaminer la trajectoire du processus constitutionnel et

électoral en cours et de rectifier le tir afin d'épargner le peuple rwandais et la Communauté internationale dans son ensemble des frustrations et d'une déception certaines au lendemain d'élections cavalières dont le caractère démocratique, libre et transparent paraît aujourd'hui plus que jamais compromis.

Fait à Bruxelles, le 11 avril 2003

Pour la CPODR

Eugène Ndahayo(sé)
Président de l'UFDR

Joseph Ndahimana(sé)
Président du Conseil
des Présidents d'Igihango

La Concertation Permanente de l'Opposition Démocratique Rwandaise (CPODR) a été mise en place le 12 octobre 2002 à Bruxelles, par l'Union des Forces Démocratiques Rwandaises (UFDR) et l'Alliance pour la Démocratie et la Réconciliation Nationale(ADRN)-**IGIHANGO**. L'UFDR est constituée par les Forces de Résistance pour la Démocratie (FRD) et le Rassemblement Républicain pour la Démocratie au Rwanda (RDR) tandis que l'Alliance « **IGIHANGO** » rassemble les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), l'Alliance pour la Renaissance de la Nation (ARENA), le mouvement monarchiste « *Nation-Imbaga y'Inyabutatu Nyarwanda* » et l'Union des Rwandais pour la République et la Démocratie (URD). La CPODR est ouverte à toutes les forces démocratiques de l'opposition rwandaise.